

Unité départementale du Val-de-Marne  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil

Créteil, le 01/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHIMIE PLUS**

CHIMIE PLUS  
21 RUE EUGENE HENAFF  
94400 Vitry-Sur-Seine

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PESSP/2025/RL/N°436GR  
Code AIOT : 0007407707

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement CHIMIE PLUS implanté 21 RUE EUGENE HENAFF 94400 Vitry-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 08/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite aux non-conformités constatées lors des deux précédentes inspections, réalisées les 24 avril 2024 et 23 juin 2025. L'inspection du 23 juin 2025 avait été effectuée dans le cadre de l'action nationale 2025 relative au contrôle du bon étiquetage des produits biocides.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIE PLUS
- 21 RUE EUGENE HENAFF 94400 Vitry-sur-Seine
- Code AIOT : 0007407707
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

### 1.1) Activité principale

La société CHIMIE PLUS est immatriculée au R.C.S. depuis le 22/10/1957 pour l'activité de commerce de gros (inter-entreprises) de produits chimiques. Elle est spécialisée dans le conditionnement et la distribution de produits chimiques pour des usages professionnels et industriels. Elle exerce également des activités de négoce de produits de nettoyage, de traitement de l'eau, d'accessoires divers à usages industriels.

Les produits présents sur le site sont, notamment du peroxyde d'hydrogène, du chlorure ferrique, de l'hypochlorite de sodium et des acides.

CHIMIE PLUS a une Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) pour les deux produits biocides suivants :

- Hypochlorite de sodium 9,6%
- Hypochlorite de sodium 12-16%

### 1.2) Situation administrative

Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2022, le site est soumis à autorisation avec bénéfice des droits acquis et classé selon les rubriques suivantes :

Rubriques	Libellé de la rubrique	Capacité déclarée	Régime
4110-2-b	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg → [A - 1] <b>b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg → [DC]</b>	210 kg	DC
4130-2-a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <b>a) Supérieure ou égale à 10 t → [A - 1]</b>	29,078 tonnes	A
4130 2 b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <b>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</b>	1.3 tonnes	D
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t → [A - 1] <b>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t → [DC]</b>	54.9 tonnes	DC

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 97/1959 du 12/06/1997 et les arrêtés ministériels relatifs aux rubriques de la nomenclature des ICPE supra-mentionnées :

- l'arrêté du 13/07/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4110, 4709, 4713, 4736 ou 4737 ;
- l'arrêté du 23/12/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 ».

### 1.3) Enjeux principaux

Le site se trouve dans une zone industrielle, avec à proximité :

- à 100 mètres au sud du site : l'ancienne centrale thermique EDF,
- à l'est : les bureaux de l'agence SUEZ Recyclage et valorisation,
- à l'ouest : l'entrepôt logistique SOFRIOLOG,
- au nord : le bâtiment de recyclage de déchets SUEZ de l'autre côté de la rue Eugène Hénaff.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Étiquetage biocides
- BIOCIDES

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le projet de vente de l'ensemble du site (fonds de commerce et bâtiments) est actuellement au point mort. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un plan de gestion de la pollution, élaboré selon deux scénarios (principalement liés aux hydrocarbures, BTEX et solvants chlorés), a été finalisé, bien qu'aucun projet de cessation d'activité ne soit encore planifié.

L'exploitant a également transmis la mise à jour des quantités de produits présents sur le site à la date du 4 novembre 2025. Comparativement à l'année 2024, une diminution de l'activité est observée, notamment en ce qui concerne les volumes de produits stockés.

Par ailleurs, l'exploitant devra veiller à afficher des consignes d'utilisation relatives à l'activation du dispositif de rétention autour de la zone de dépotage.

Enfin, l'inspection reste dans l'attente de la finalisation des travaux de peinture de la zone acide.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'étiquette et de l'emballage à l'AMM du produit biocide	Règlement européen du 22/05/2012, article 69	Sans objet
2	Conformité de la FDS à l'AMM du produit biocide	Règlement européen du 22/05/2012, article 70	Sans objet
3	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Protection	Arrêté Préfectoral du 12/06/1997, article 47	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions correctives engagées par l'exploitant ont permis de lever les non-conformités constatées lors des dernières visites d'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité de l'étiquette et de l'emballage à l'AMM du produit biocide

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 22/05/2012, article 69
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>RÈGLEMENT (UE) No 528/2012 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides</u> <u>Article 69 :</u> <i>" 1. Les titulaires d'autorisation prennent les mesures nécessaires pour que les produits biocides soient classés, emballés et étiquetés conformément au résumé approuvé des caractéristiques du produit biocide [...]"</i>  <i>" 2. [...] De plus, l'étiquette doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes:</i> <i>a) l'identité de chaque substance active et sa concentration en unités métriques;</i> <i>b) les éventuels nanomatériaux présents dans le produit et les risques spécifiques éventuels qui y sont liés, ainsi que le terme «nano» entre parenthèses après chaque mention de nanomatériaux;</i> <i>c) le numéro de l'autorisation accordée pour le produit biocide par l'autorité compétente ou la Commission;</i> <i>d) les nom et adresse du titulaire de l'autorisation;</i> <i>e) le type de formulation;</i> <i>f) les utilisations pour lesquelles le produit biocide est autorisé;</i> <i>g) les instructions d'emploi, la fréquence d'application et la dose à appliquer, exprimée en unités métriques de façon claire et compréhensible pour l'utilisateur, pour chaque utilisation prévue par les termes de l'autorisation;</i> <i>h) les indications relatives aux effets secondaires indésirables, directs ou indirects, possibles et les instructions de premiers soins;</i> <i>i) la phrase «Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi» et, le cas échéant, des avertissements destinés aux groupes vulnérables, dans le cas où le produit est accompagné d'une notice explicative;</i> <i>j) des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant, le cas échéant, une interdiction de réutiliser l'emballage;</i> <i>k) le numéro ou la désignation du lot de la préparation et la date de péremption dans des conditions normales de stockage;</i> <i>l) le cas échéant, le délai nécessaire pour l'obtention de l'effet biocide, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation suivante du produit traité, ou l'accès suivant des hommes ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées; des indications concernant le nettoyage adéquat du matériel; des indications concernant les mesures de précautions à prendre durant l'utilisation et le transport;</i> <i>m) le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit biocide est limité;</i> <i>n) le cas échéant, des informations sur tout risque spécifique pour l'environnement, en particulier pour protéger les organismes non cibles et éviter la contamination de l'eau;</i> <i>o) dans le cas des produits biocides contenant des micro organismes, des exigences en matière d'étiquetage conformément à la directive 2000/54/CE.</i>  <i>Par dérogation au premier alinéa, si la taille ou la fonction du produit biocide l'exigent, les informations visées aux points e), g), h), j), k), l) et n) peuvent figurer sur l'emballage ou sur une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante."</i>

**Constats :**

Lors de l'inspection du 23/06/2025, il a été constaté que les étiquettes des produits biocides n'étaient pas à jour.

L'exploitant a présenté à l'inspection le courrier adressé le 29 octobre 2025 à la préfecture du Val-de-Marne, en réponse aux non-conformités constatées lors de l'inspection du 23 juin 2025.

Lors de la visite, l'exploitant a également présenté les étiquetages mis à jour des produits biocides suivants : hypochlorite de sodium à 9,6 % de chlore actif et hypochlorite de sodium à 12-16 % de chlore actif. Ces étiquetages sont désormais conformes au résumé des caractéristiques de chaque produit (RCP).

Les éléments ajoutés sont détaillés dans le courrier précité et répondent aux dispositions attendues .

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Conformité de la FDS à l'AMM du produit biocide**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 22/05/2012, article 70

**Thème(s) :** Produits chimiques, Produit chimique

**Prescription contrôlée :**

*"Les fiches de données de sécurité pour les substances actives et les produits biocides sont établies et mises à disposition conformément à l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006, s'il y a lieu."*

Règlement (CE) n°1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances

Article 31.1.a) :

1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008

Article 31.5 :

5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.

Article 31.8 :

8. Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois.

Article 31.9 :

9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes:

a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles ;

**Constats :**

Lors de l'inspection du 23/06/2025, il a été constaté des incohérences entre les FDS des deux produits biocides et le résumé des caractéristiques du produit (RCP)

L'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour ses deux produits biocides. Ces dernières sont désormais en cohérence avec le résumé des caractéristiques de chaque produit (RCP).

Les éléments ajoutés aux FDS sont conformes au présent article.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Disponibilité et étanchéité des rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Disponibilité et étanchéité des rétentions

**Prescription contrôlée :**

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 24 avril 2024, il a été constaté un défaut d'étanchéité du sol de la zone de conditionnement des produits acides.

Lors de la visite, l'inspection a constaté l'avancement des travaux de rénovation de la dalle en béton de la zone de conditionnement des produits acides. Une nouvelle chape a été posée, accompagnée d'un ragréage en béton fibré et de l'application d'une peinture de protection. La peinture à proximité des caniveaux n'a pas encore été réalisée.

L'exploitant a présenté à l'inspection les factures relatives à ces travaux, qui sont en cours de finalisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Protection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/1997, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection
<b>Prescription contrôlée :</b>  47/ Le conditionnement des acides et des bases sera réalisé exclusivement sous hotte aspirante, conformément aux conditions 14 et 15 du présent arrêté
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 24 avril 2024, l'absence de système de captation en cloche pour l'ensemble des postes de conditionnement avait été constatée.  Au cours de la présente visite, il a été constaté que des systèmes de captation en cloche ont été installés sur l'ensemble des postes de conditionnement des bases (soude et peroxyde). Les affiches rappelant les consignes d'utilisation du dispositif ainsi que les risques liés à son usage sont également apposés à proximité de l'installation.  L'ensemble de ces éléments est conforme aux dispositions attendues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite